Cour Pénale Internationale



International Criminal Court

Original: anglais N°: ICC-02/05

Date: 30 octobre 2006

LA CHAMBRE PRÉLIMINAIRE I

Composée comme suit : M. le juge Claude Jorda, juge président

Mme la juge Akua Kuenyehia Mme la juge Sylvia Steiner

Greffier: M. Bruno Cathala

SITUATION AU DARFOUR (SOUDAN)

Public

Décision relative à la requête du Procureur aux fins d'autorisation de déposer une réponse

Le Bureau du Procureur Le conseil ad hoc de la Défense

M. Antonio Cassese

M. Luis Moreno-Ocampo Me Hadi Shalluf Mme Fatou Bensouda

M. Andrew Cayley

Autres participants

Mme Louise Arbour

LA CHAMBRE PRÉLIMINAIRE I (« la Chambre ») de la Cour pénale internationale (« la Cour »),

VU la Décision sollicitant la présentation d'observations en application de la

règle 103 du Règlement de procédure et de preuve, rendue par la Chambre le

24 juillet 2006, par laquelle celle-ci invite Mme Louise Arbour, Haut-Commissaire

des Nations Unies aux droits de l'homme, et M. Antonio Cassese, Président de la

Commission internationale d'enquête sur le Darfour (Soudan), à soumettre par écrit

leurs observations sur les questions relatives à la protection des victimes et la

préservation des éléments de preuve au Darfour, et invite le Procureur et/ou ses

représentants, de même que le Conseil ad hoc de la Défense, à répondre aux

observations de ces organisations1,

VU les Observations sur des questions relatives à la protection des victimes et à la

préservation des éléments de preuve au Darfour dans le cadre de la procédure

relative au Darfour pendante devant la CPI, présentées par M. Antonio Cassese et

déposées le 1^{er} septembre 2006²,

VU la réponse du Procureur aux observations de M. Cassese sur des questions

relatives à la protection des victimes et à la préservation des éléments de preuve au

Darfour dans le cadre de la procédure relative au Darfour pendante devant la CPI

(Prosecutor's Response to Cassese's Observation on Issues Concerning the Protection of

Victims and the Preservation of Evidence in the Proceedings on Darfur pending before the

ICC), déposée le 11 septembre 20063,

VU les observations présentées par la Haut-Commissaire des Nations Unies aux

droits de l'homme sollicitées en application de la règle 103 du Règlement de

procédure et de preuve (Observations of the United Nations High Commissioner for

¹ ICC-02/05-10-tFR.

² ICC-02/05-14-tFR.

³ ICC-02/05-16.

N° ICC-02/05 2/4 30 octobre 2006

Human Rights invited in application of Rule 103 of the Rules of Procedure and Evidence),

déposées le 10 octobre 20064,

VU la réponse du Procureur aux observations de Mme Arbour, Haut-Commissaire

des Nations Unies aux droits de l'homme, présentées à l'invitation de la Chambre en

application de la règle 103 du Règlement de procédure et de preuve (Prosecutor's

response to Arbour's observations of the United Nations High Commissioner for Human

Rights invited in Application of Rule 103 of the Rules of Procedure and Evidence), déposée

le 19 octobre 2006⁵,

VU les « Conclusions aux fins d'exception d'incompétence et d'irrecevabilité » (« les

Conclusions de la Défense »), déposées par le conseil ad hoc de la Défense le

13 octobre 2006, dans lesquelles celui-ci soulève plusieurs questions liées à la

compétence de la Cour et la recevabilité de la situation au Darfour⁶,

VU les normes 24, 33, 34 et 35 du Règlement de la Cour,

ATTENDU que, conformément à la norme 24-5 du Règlement de la Cour, les

participants ne peuvent présenter une réponse qu'avec l'autorisation de la Chambre,

ATTENDU que les Conclusions de la Défense remettent en question la compétence

de la Cour et la recevabilité de la situation au Darfour,

PAR CES MOTIFS,

⁴ ICC-02/05-19.

⁵ ICC-02/05-21.

⁶ ICC-02/05-20.

N° ICC-02/05 3/4 30 octobre 2006

DÉCIDE que le Procureur dispose d'un délai de 30 jours suivant la notification de la présente décision pour répondre aux Conclusions aux fins d'exception d'incompétence et d'irrecevabilité présentées par le conseil ad hoc de la Défense.

Fait en anglais et en français, la version anglaise faisant foi.

/signé/
M. le juge Claude Jorda
Juge président

/signé/ /signé/
Mme la juge Akua Kuenyehia Mme la juge Sylvia Steiner

Fait le lundi 30 octobre 2006

À La Haye (Pays-Bas)